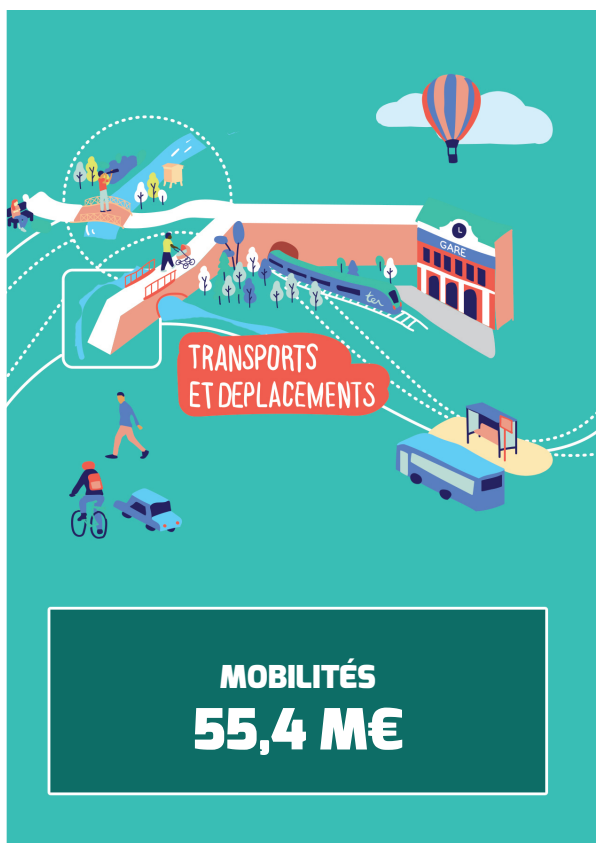


RÉGION GRAND EST

COMMISSION PERMANENTE DU 15 MAI 2020

MONTANT GLOBAL DES AIDES ATTRIBUÉES : 123,5 M€



Commission permanente du 15 mai 2020

Développer l'attractivité des territoires ruraux

Au plus proche des territoires et de leurs habitants, la Région œuvre au quotidien pour un développement harmonieux du Grand Est. Les élus de la Commission permanente de ce jour, réunis sous la présidence de Jean Rottner, ont voté plusieurs mesures représentant un budget de près de 21,2 millions d'euros pour soutenir les investissements dans les territoires, dont 4,4 millions d'euros pour accompagner les centralités rurales et urbaines et 2,9 millions d'euros pour améliorer le cadre de vie dans les communes rurales.

Soutenir les centralités rurales et urbaines du Grand Est

Dans l'objectif de maintenir l'attractivité et l'équilibre des territoires et de faciliter un accès aux services et à l'emploi à tous les habitants, la Région Grand Est a mis en place une stratégie de soutien aux bourgs structurants en milieu rural et aux espaces urbains structurants dont l'objectif est de renforcer les fonctions de centralité et d'améliorer le cadre de vie de ces communes.

Une aide de près de **4,4 millions d'euros** a été votée pour accompagner 25 projets, dont 9 projets concernent des investissements dans des bourgs ruraux de Monthermé (08), Brienne-le-Château (10), Langres (52) et Joinville (52), et 2 dossiers pour soutenir les commerces du Val de Moder (67).

Améliorer le cadre de vie des habitants

Dans le cadre des politiques d'aménagement équilibré du territoire et pour répondre au [Pacte pour la Ruralité](#), dont l'enjeu est le développement et la valorisation de l'ensemble des territoires ruraux du Grand Est, la Région soutient les communes rurales. A ce titre, la Région accompagne leurs projets d'investissements afin de leur permettre de **développer les services à la population et d'améliorer le cadre de vie de leurs habitants** : aménagements urbanistiques et paysagers, construction ou réhabilitation de bâtiments nécessaires à l'installation de nouveaux services à la population, au développement de l'offre de loisirs, à l'accueil des associations locales ou d'équipements périscolaires, etc.

Le soutien attribué ce jour s'élève à plus de **2,9 millions d'euros** pour **44 projets** portés par des communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI). Il s'agit par exemple de l'aménagement d'une aire de jeux et d'un city stade à Pouru-aux-Bois (08), la création d'un centre culturel et sportif à Ludres (54), ou encore la construction d'un périscolaire à Geudertheim (67).

CONTACT PRESSE

Isabelle Diller
06 19 49 28 89
presse@grandest.fr
isabelle.diller@grandest.fr

Commission permanente du 15 mai 2020

Au plus proche des territoires et de leurs habitants, la Région œuvre au quotidien pour un développement harmonieux du Grand Est. 222,8 millions d'euros sont consacrés à la cohésion des territoires et à la proximité en 2020. Dans ce cadre, les élus de la Commission permanente de ce jour, réunis sous la présidence de Jean Rottner, ont voté un soutien à hauteur de 1 962 201 euros en faveur des Parcs Naturels Régionaux du Grand Est.

Faire des 6 Parcs Naturels Régionaux du Grand Est des moteurs de la transition écologique et du développement durable de nos territoires !

Dans le cadre de la politique en faveur des espaces naturels, la Région réaffirme son soutien à ses six Parcs Naturels Régionaux (PNR) : Parcs Naturels des Ardennes, des Ballons des Vosges, de la Forêt d'Orient, de Lorraine, de la Montagne de Reims et des Vosges du Nord. Elle signe ce jour six nouvelles conventions d'objectifs 2020-2022 et une convention « inter-parcs » afin d'engager une nouvelle dynamique entre les 6 parcs, développer les enjeux partagés et concrétiser les mutualisations.

Répondre aux défis environnementaux tout en promouvant le développement et l'attractivité des territoires !

Les six Parcs Naturels Régionaux représentent près de 15 % de la superficie du Grand Est et comptent 525 000 habitants. Faire des Parcs Naturels Régionaux une vitrine de la transition écologique tout en renforçant le développement et l'attractivité des territoires qu'ils recouvrent est l'objectif poursuivi par la Région Grand Est au travers de ces nouvelles conventions.

Ces six nouveaux programmes d'action 2020-2022, vont permettre de renforcer l'action territoriale des parcs, leur permettre de mieux répondre aux attentes locales et d'intégrer les priorités régionales :

- ✓ la préservation et la restauration des espaces naturels, trames vertes, bleues et noires,
- ✓ l'expertise environnement et innovation dans l'adaptation aux changements climatiques : gestion de l'eau et adaptation des usages, gestion forestière, mobilité douce,
- ✓ l'aménagement durable des villes et des villages par une mise en œuvre pilote des objectifs et des dispositions du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) comme la sobriété foncière, la désimperméabilisation, la végétalisation, la revitalisation des centres bourgs, etc,
- ✓ le développement de filières économiques, agricoles, forestières, artisanales et énergétiques valorisant les ressources naturelles dans le respect des milieux et des savoirs faire régionaux,
- ✓ le tourisme et plus spécifiquement le développement de l'écotourisme par l'accompagnement des hébergements insolite/nature, des initiatives d'écotourisme, des problématiques de gestion des fréquentations et de multifonctionnalité des espaces naturels : sports de nature, chasse, etc,
- ✓ la connaissance naturaliste et l'éducation à l'environnement multi-cibles comme les jeunes, les adultes, les entreprises, les élus,
- ✓ l'accompagnement de la création culturelle et de la diffusion en inter-parcs.

Une dynamique « inter-parcs » pour faire des 6 Parcs Naturels Régionaux une vitrine du Grand Est en France et en Europe :

La convention « inter parcs 2020-2022 » va permettre d'engager :

- ✓ la mise en œuvre de projets nouveaux, innovants et collectifs autour de priorités partagées dans les domaines de l'aménagement du territoire (résidences d'architecture et de paysages en centres bourgs ou en cœur de villages), de la filière bois, de l'éducation à l'environnement et de l'écotourisme,
- ✓ un travail partenarial et un potentiel commun valorisable,
- ✓ la valorisation des PNR et le renforcement de la lisibilité de la politique régionale.

L'Europe s'invente chez nous

Un soutien financier à la hauteur de cette nouvelle ambition : 750 000€ de soutien régional complémentaire par an aux 6 Parcs Naturels Régionaux :

A travers une politique volontariste en faveur des espaces naturels remarquables, la Région soutient un mode de développement de territoire basé sur la mise en valeur et la protection de patrimoines naturels, culturels et paysagers considérés comme riches et fragiles.

Consciente des enjeux impérieux liés au changement climatique et à la préservation de notre environnement, la Région Grand Est a une vision à 360 degrés et entend impulser de nouvelles dynamiques au plus près des territoires et des acteurs du développement territorial.

Le soutien attribué ce jour, s'élève à **1 862 201 euros** et vient compléter la contribution de la Région au fonctionnement des 6 PNR qui s'élève à **3 298 077 €** voté le 14 février 2020.

CONTACT PRESSE

Sandrine Poirier

06 84 80 11 48 / 03 26 70 74 36

presse@grandest.fr

sandrine.poirier@grandest.fr

Commission permanente du 15 mai 2020

La Région Grand Est en pointe pour la transparence et la lutte anti-corruption !

Les élus de la Commission permanente de ce jour, réunis sous la présidence de Jean Rottner, ont pris acte des recommandations de l'Agence Française Anticorruption (AFA). Ils ont également approuvé les versions amendées du Code de déontologie applicable aux élus et de la Charte de déontologie des agents de la Région Grand Est.

Le contrôle de l'AFA auprès de la Région Grand Est et le suivi des recommandations

En 2018, la Région Grand Est a été l'une des premières collectivités locales française (et la première Région) à faire l'objet d'un contrôle de l'AFA destiné à **évaluer l'efficacité des mesures de lutte contre les atteintes à la probité** (prise illégale d'intérêts, fraude, détournement de fonds publics, corruption, favoritisme, malversations et trafic d'influence) en vigueur au sein de l'administration régionale.

A l'issue d'une phase d'entretiens (d'élus et d'agents) et d'analyses de pièces, l'AFA a produit, le 7 mars 2019, son rapport contradictoire comportant **22 observations et 17 recommandations**.

Face aux enjeux en matière de lutte contre les atteintes à la probité, **la Région a immédiatement engagé les actions correctrices nécessaires** et a transmis à l'AFA, dès le 13 mai 2019, des réponses et des engagements précis.

Le rapport définitif de l'AFA, adressé à la Région le 7 juin dernier, récapitule l'ensemble de cette procédure et, au regard des éléments de réponse fournis, met l'accent tant sur les efforts de transparence déjà réalisés par la Région Grand Est que sur les mécanismes qui pourraient encore utilement être développés pour l'avenir, notamment :

- la mise en cohérence des mesures et des procédures visant à encadrer les aspects déontologiques (nomination d'un référent déontologue, mise en cohérence de la charte de déontologie...),
- l'apport prioritaire d'une cartographie des risques d'atteinte à la probité et d'une procédure d'évaluation des tiers,
- la nécessité de doter la collectivité d'un dispositif complet de contrôle interne.

En conclusion, **l'AFA a recommandé à la Région Grand Est de poursuivre ses efforts en matière de lutte contre les atteintes à la probité.**

Le Président de Région a indiqué souscrire pleinement aux recommandations de l'AFA et avoir engagé les travaux permettant de compléter les mesures existantes. L'exécutif régional a en outre souhaité, pour répondre à la volonté de transparence évoquée plus haut, **mettre à disposition de ses élus l'ensemble des éléments relatifs à cette procédure**, alors que la loi ne le lui impose pas. Il s'agit d'une initiative inédite au sein d'une Région française.

Le Code de déontologie applicable aux élus et la Charte de déontologie des agents

Depuis plusieurs années, la Région s'est engagée dans une réflexion proactive visant à accroître la transparence et à moraliser les principes régissant, d'une part, son fonctionnement, d'autre part, l'activité de ses élus et de ses agents.

La Région a ainsi adopté, respectivement en 2017 et en 2018, le Code de déontologie applicable aux élus et la Charte de déontologie des agents de la collectivité, que chacun peut consulter dans le cadre de ses activités sur des sujets tels que le rappel des droits et des devoirs, les conflits d'intérêts, l'alerte éthique....

Après plusieurs années de mise en œuvre, ces outils de référence nécessitaient quelques ajustements techniques et la prise en compte du retour d'expérience. Le Code et la Charte actualisés intègrent également les recommandations formulées par l'AFA lors de son contrôle ainsi que les suggestions des élus et du référent déontologue de la Région.

CONTACT PRESSE

Nathalie Puchalski

06 49 77 96 35

presse@grandest.fr

nathalie.puchalski@grandest.fr